



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

MARCHÉ DE TRAVAUX À PROCÉDURE ADAPTÉE

article L.2123-1 du code de la commande publique

Référence du marché : MAPA 01 2025 RGCVL opération de rénovation

Accord-Cadre à Bons de commande

**Opérations de rénovation des bâtiments de la
Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Le lundi 21 juillet 2025 - 12H00

Code CPV :

Valeur principale : 45442100 (peintures)

Valeur secondaire : 45432130 (travaux de revêtements de sol)

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION	4
I.1 - Pouvoir adjudicateur.....	4
I.2 - Site sécurisé.....	4
I.3 - Clause de confidentialité.....	4
ARTICLE II - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
II.1 - Procédure.....	5
II.2 - Organisme passant le marché.....	5
II.3 - Service bénéficiaire.....	5
II.4 - Nature du marché.....	5
II.4.1 - Décomposition et consistance.....	5
II.4.2 - Durée de l'accord-cadre.....	6
II.4.3 - Nomenclature.....	6
II.5 - Clause environnementale.....	6
II.6 - Clause sociale.....	7
ARTICLE III - DOSSIER DE CONSULTATION	7
III.1 - Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).....	7
III.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents.....	7
III.2.1 - Retrait du dossier de consultation.....	7
III.2.2 - Pré-requis techniques et format des fichiers.....	7
III.3 - Modifications du DCE – Anomalies.....	7
III.3.1 - Modifications du DCE.....	8
III.3.2 - Anomalies.....	8
III.4 - Questions des candidats – Demandes de précisions.....	8
III.5 - Visite du site.....	8
ARTICLE IV - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
IV.1 - Forme juridique des candidats.....	9
IV.2 - Sous-traitance.....	9
IV.3 - Pièces à fournir.....	9
IV.3.1 - Pour la CANDIDATURE (justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat).....	9
IV.3.2 - Pour l'OFFRE.....	10
IV.4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres.....	11
IV.4.1 - Transmission électronique.....	11
IV.4.2 - Copie de sauvegarde – Article R.2132-11 du code de la commande publique.....	12
IV.5 - Délai de validité des offres.....	12
ARTICLE V - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
ARTICLE VI - ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE	13

ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet des opérations de rénovation en peinture, revêtements muraux et revêtements de sols souples des bâtiments de la région de gendarmerie du Centre-Val-de-Loire.

Lieux d'exécution :

N° de Lot	Désignation
1	Département du Cher (18)
2	Département de l'Eure-et-Loir (28)
3	Département de l'Indre (36)
4	Département de l'Indre-et-Loire (37)
5	Département du Loir-et-Cher (41)
6	Département du Loiret (45)

I.1 - Pouvoir adjudicateur

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur soit le Maître d'Ouvrage (MOA) en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique est le commandant de la Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1

I.2 - Site sécurisé

L'attention du candidat est particulièrement attirée sur le fait que les livraisons et travaux à effectuer se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre pour la sécurité.

Le candidat doit se conformer aux dispositions du Cahier des Clauses Particulières (CCP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter.

Pour l'exécution des prestations, l'attributaire doit respecter les mesures particulières de sécurité prévues.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès est nécessaire pour l'exécution des prestations par l'attributaire.

Celle-ci, obligatoire pour tous les intervenants au projet, est délivrée seulement après enquête de sécurité. Aussi, il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

L'administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

I.3 - Clause de confidentialité

Les informations et données dont le candidat a connaissance dans le cadre de ce marché présentent un caractère confidentiel.

Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Le candidat s'interdit toute communication écrite ou orale sur ce présent marché et toute remise,

même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

ARTICLE II - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

II.1 - Procédure

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 à L2123-7 du code de la commande publique et porte sur des prestations de travaux.

II.2 - Organisme passant le marché

L'organisme représentant le Maître d'ouvrage (**MOA**), chargé de passer ce marché et de suivre l'exécution administrative et financière est :

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire
Bureau du Budget et de l'Administration / SA
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1
Tél : 02 38 52 51 06

bba.dao.rgcvl+MP@gendarmerie.interieur.gouv.fr

II.3 - Service bénéficiaire

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire
Bureau de l'immobilier et du logement
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1
Mail : bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr
Tél : 02.38.52.51.28

II.4 - Nature du marché

II.4.1 - Décomposition et consistance

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

Les opérations de rénovation sont alloties en lots géographiques.

N° de Lot	Désignation	Montant maximum HT sur 4 ans
1	Département du Cher (18)	250 000 €
2	Département de l'Eure-et-Loir (28)	250 000 €
3	Département de l'Indre (36)	250 000 €
4	Département de l'Indre-et-Loire (37)	2 000 000 €
5	Département du Loir-et-Cher (41)	250 000 €
6	Département du Loiret (45)	2 000 000 €

Chaque candidat doit présenter **une offre par lot. Les candidats peuvent candidater sur tous les lots.**

Les dispositions du présent règlement de consultation sont identiques à l'ensemble des lots.

II.4.2 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre a une **durée ferme** de validité de **vingt-quatre (24) MOIS** à compter de sa date de notification aux titulaires.

Il pourra faire l'objet d'une tacite reconduction pour une durée de **12 mois, renouvelable une fois.**

La **durée globale** de l'accord-cadre ne pourra pas excéder **quarante-huit (48) MOIS** à compter de sa date de notification.

II.4.3 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45442100	peinture
Code secondaire	Description
45432130	travaux de revêtements de sol

II.5 - Clause environnementale

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont les détails sont indiqués dans le CCTP et CCAP.

La clause environnementale est un critère de jugement des offres.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

II.6 - Clause sociale

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont les détails sont indiqués dans le CCTP et CCAP.

La clause environnementale est un critère de jugement des offres.

ARTICLE III - DOSSIER DE CONSULTATION

III.1 - Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes 1 et 2
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'acte d'engagement (ATTRI1) par lot et ses annexes :
 - Annexe A – BPU (bordereau de prix unique) par lot
 - Annexe B - Cadre de réponse technique par lot
 - Annexe C – Fiche contacts société (commune à tous les lots)

III.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents

III.2.1 - Retrait du dossier de consultation

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (« PLACE ») via la **référence MAPA012025RGCVL_oprenovation**: www.marches-publics.gouv.fr

Cette plateforme autorise les retraits anonymes des dossiers de consultation mais le pouvoir adjudicateur préconise l'identification des candidats avec **une adresse courriel électronique valide** permettant une correspondance électronique de façon certaine, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Si le téléchargement du DCE se fait anonymement, ou si les changements d'adresse mail ne sont pas répercutés sur la plateforme de dématérialisation, les soumissionnaires ne pourront être informés des éventuelles modifications de la consultation et devront en assumer l'entière responsabilité.

Attention : les courriels de la plateforme peuvent être réceptionnés dans les spams de la boîte mail, le candidat doit donc être vigilant sur la réception de ces mails et s'assurer de la bonne configuration de sa messagerie.

III.2.2 - Pré-requis techniques et format des fichiers

Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation pour toute action sur ledit site.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Le candidat a la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le DC et poser des questions sur le DC. Un guide d'utilisation est également disponible sur le site dans la rubrique « aide ».

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la personne publique, le candidat devra disposer d'un outil ZIP (lecture et création) et pouvoir lire les fichiers PDF des logiciels permettant de lire les formats ou extensions suivants : « doc » « odt » « xls » « ods » « pdf » « dxf » « plt » « dwg ».

III.3 - Modifications du DCE – Anomalies

III.3.1 - Modifications du DCE

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 (sept) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

III.3.2 - Anomalies

Le candidat est invité à signaler les éventuelles anomalies, imprécisions, erreurs ou contradictions qu'il pourrait déceler dans le dossier de consultation, pour qu'elles puissent être rectifiées avant la clôture de la consultation.

Pour ce faire, les signalements sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier ou non le dossier de consultation (DCE) en conséquence.

III.4 - Questions des candidats – Demandes de précisions

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires, rédigées entièrement en langue française, sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La réponse s'effectuera via ce service.

Les questions doivent être posées au plus tard 10 (dix) jours calendaires avant la date limite de réception des offres pour permettre une éventuelle diffusion de la réponse à tous les candidats potentiels dans de bonnes conditions.

Il ne sera répondu à aucune question qui ne serait pas posée dans les conditions décrites ci-dessus.

III.5 - Visite du site

Pas de visite de site lors de la consultation

Le candidat chiffre l'annexe A : Bordereau de prix (BPU) par lot au regard des codes prix unitaires, unité et prix unitaires en euros hors taxes.

Toute question devra faire l'objet d'une demande écrite sur le site PLACE. Les questions posées par une autre voie ne seront pas traitées.

En conséquence, **aucune information ne pourra être donnée par un autre moyen que le site PLACE.**

ARTICLE IV - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents du dossier de consultation ne doivent en aucun cas être modifiés. Toute modification de ces documents entraînera le rejet et la nullité de l'offre.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.

Les offres doivent être entièrement rédigées en langue française. En cas de documents rédigés dans une autre langue que le français, le candidat doit joindre une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

IV.1 - **Forme juridique des candidats**

Le candidat pourra répondre soit sous la forme d'un contractant unique regroupant toutes les compétences nécessaires, soit sous la forme de membre d'un seul groupement. Il ne peut donc cumuler les deux qualités. Dans l'hypothèse d'un groupement, un même candidat qu'il soit mandataire ou co-traitant, ne pourra faire partie que d'un seul groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats uniques et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'exposé ci-avant.

IV.2 - **Sous-traitance**

L'offre, qu'elle soit présentée pour un seul candidat ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus. Elle devra en sus, indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui exécuteront les prestations.

Le candidat s'engage, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, à produire le ou les contrats de droit privé passé(s) avec son ou ses sous-traitants proposés.

Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

IV.3 - **Pièces à fournir**

Remarque : Il n'est pas demandé aux candidats de renvoyer signé l'ensemble des documents composant le dossier de consultation. Le fait d'avoir transmis une réponse atteste que le candidat a pris connaissance de tous les documents du marché et l'engage.

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes.

IV.3.1 - Pour la **CANDIDATURE** (justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat)

➡	DC 1*	OU	- Lettre de candidature - Déclaration sur l'honneur (forme libre) faite par le candidat conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique.	OU	DUME**
➡	DC 2*	OU	- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels. - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.	OU	

* imprimés téléchargeables dans leurs dernières versions disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

** le Document Unique de Marché Européen (DUME) (article R.2143-4 du code de la commande publique) Le candidat peut se référer au support de formation du profil acheteur (PLACE) pour

renseigner son DUME cf. le guide d'utilisation à télécharger ici : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

➡	Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (<i>en cas de groupement, pour chacune des entreprises</i>).
➡	Liste des prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution indiquant le montant, l'époque, le lieu d'exécution, et précisant si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.
➡	Certificats de qualifications RGE en cours de validité
➡	<p>En cas de sous-traitance au stade de la candidature, le candidat joint :</p> <ul style="list-style-type: none"> soit le formulaire DC4 dûment complété (formulaire disponible à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) soit une attestation de mise à disposition du sous-traitant par laquelle le candidat indique qu'il bénéficiera des moyens du sous-traitant pour l'exécution du marché avec les prestations (et leurs montants) envisagées, la dénomination et la qualité du sous-traitant. <p>Dans tous les cas, le candidat joint à son dossier de candidature les documents exigés pour la vérification des garanties professionnelles, techniques et financières.</p>
➡	Si le candidat est en redressement judiciaire ou sous le coup d'une procédure étrangère équivalente, il fournira la copie du ou des jugements prononcés.

En complément, il est possible d'anticiper la remise des pièces suivantes dès la candidature :

➡	Les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
➡	Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins de 6 mois .
➡	<p>L'attestation d'assurance en cours de validité.</p> <p>La garantie devra être suffisante pour couvrir les risques liés à l'exécution des prestations</p>
➡	Un relevé d'identité bancaire.

IV.3.2 - Pour l'**OFFRE**

Dans le cadre de l'élaboration d'un dossier « OFFRE », tous les fichiers tableurs devront être transmis en format modifiable (type EXCEL ou CALC).

L'offre du candidat doit obligatoirement comporter les pièces suivantes :

➡	<p>Acte d'engagement (ATTRI1)</p> <p>A compléter, dater et, éventuellement, signer par les représentants qualifiés et habilités de toutes les entreprises ayant vocation à être titulaire du marché.</p>
➡	<p>Annexe A_ATTRI1_01-2025_BPU A chiffrer, dater et, signer</p> <p>Les Bordereaux des prix sont joints au dossier de consultation.</p> <p>- Ils sont à compléter exhaustivement sans autre modification.</p> <p>- Il est recommandé la transmission d'une version modifiable (de type excel ou calc) afin de faciliter l'analyse des offres et la transmission d'une version non modifiable de type PDF.</p> <p>- Ces documents doivent être complétés pour chaque lot auquel le candidat soumissionne et pour chaque onglet.</p>

➡	Annexe B_ATTRI1_01-2025_Cadre de réponse technique dûment rempli Dans son cadre de mémoire technique, le candidat révèle sa compréhension exhaustive des stipulations du marché et sa capacité d'y satisfaire. ➔ A cette fin, il transmettra sa réponse technique en complétant le cadre de réponse technique joint, en respectant le fond et la forme. ➔ Le cadre de réponse technique se doit de répondre aux éléments spécifiés dans les critères d'attribution. Le nombre de pages préconisé maximum est de 20 pages .
➡	Annexe C_ATTRI1_01-2025_Fiche contact dûment remplie

IV.4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception indiquées sur la page de garde du présent document.

IV.4.1 - Transmission électronique

La remise des offres par voie électronique est obligatoire.

Aucune offre papier ne sera, par conséquent, prise en compte (Hormis copie de sauvegarde).

Le candidat doit déposer sa candidature et son offre exclusivement via la plateforme PLACE – <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour se faire le candidat peut se référer au guide d'utilisation de la plateforme disponible sur ce site.

La consultation du marché peut notamment être retrouvée en indiquant la référence : **MAPA012025RGCVL_oprenovation** dans le moteur de recherche de la plateforme PLACE – <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Chaque candidat veillera à la bonne transmission de son offre signalée par un accusé de réception électronique.

Le candidat doit donc tenir compte des aléas des envois électroniques et des délais nécessaires pour s'assurer de la transmission électronique de son pli avant les date et heure limites de réception prévues. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Le pli électronique est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- L'importance du nommage des fichiers par des intitulés les plus courts possibles,
- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique : « *Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

Au stade de dépôt des plis, l'ensemble des pièces de l'offre du candidat n'ont pas à être obligatoirement signées.

La signature de l'acte d'engagement interviendra au moment de l'attribution du marché.

IV.4.2 - Copie de sauvegarde – Article R.2132-11 du code de la commande publique

Facultatif

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, sur support physique électronique ou sur support papier.

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement :

- la mention « copie de sauvegarde »,
- le nom du candidat,
- l'identification de la procédure (**MAPA012025RGCVL_oprenovation**).

Cette copie de sauvegarde peut être :

- soit envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception, à **l'adresse postale** ci-dessous :

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire
Bureau du Budget et de l'Administration / SA
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1

- soit livrée ou déposée contre récépissé sous enveloppe aux horaires d'ouverture de l'accueil, à **l'adresse physique** ci-dessous :

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire
Bureau du Budget et de l'Administration / SA
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537
45038 ORLÉANS CEDEX 1

IV.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **cent vingt jours (120) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE V - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'examen des candidatures et des offres est effectué dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Les critères d'analyse des offres sont les suivants :

Critères	Pondération	Précision sur la pondération
1) prix	70	Selon les prix de l'annexe A : Bordereau des prix unitaires (BPU)
2) valeur technique de l'offre	25	Selon Cadre de réponse Annexe B: 2.1 – Process et méthodologie de réalisation des travaux sur 10 points ; 2.2 – Composition des équipes et qualification des personnels sur 10 points ; 2.3 – Contrôle et réception des travaux sur 5 points .
3) démarches environnementales et sociales	5	Selon Cadre de réponse Annexe B: 3.1 Mesures de protection de l'environnement (sur 3 points) 3.2 Justificatifs de mise en œuvre de clause sociale et respect en matière d'égalité professionnelle (sur 2 points)
Note finale sur	100	

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le choix des candidats est effectué en fonction de l'offre la plus intéressante en tenant compte des critères, dans l'ordre croissant, mentionnés ci-dessus.

ARTICLE VI - ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE

Documents obligatoires pour l'attribution du marché :

Conformément aux critères précités, l'offre la mieux-disante est retenue à titre provisoire.

Le candidat devra alors produire dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

- Les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail,
- Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales, sociales (**- de 6 mois**),
- Les attestations d'assurance : la garantie devra être suffisante pour couvrir les risques liés à l'exécution des prestations
- Un relevé d'identité bancaire.

NB : Le candidat peut anticiper la remise de ces pièces en les joignant à son dossier de candidature.

Si ces documents ne sont pas présentés par le candidat dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée (article R.2144-7 du code de la commande publique). Le pouvoir adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.